

## Entre transmettre et s'installer, l'avenir de l'agriculture !

### Déclaration du groupe CFDT

Le défi posé par cet avis est ambitieux à plus d'un titre. Déjà, réussir le renouvellement des générations en agriculture sera difficile, mais cela ne va pas suffire. Comme la crise que nous traversons l'a révélé, des emplois nouveaux dans le secteur agricole sont nécessaires, et en nombre, pour garantir la sécurité alimentaire et réussir la transition agro-écologique. Cet avis, qui s'est logiquement focalisé sur le statut de sociétaire et d'exploitant agricole, en démontre la complexité.

Pourtant, les métiers de l'agriculture, grands pourvoyeurs d'emplois, attirent de plus en plus de jeunes, pas nécessairement issus du monde agricole, et sans qu'ils aspirent tous à devenir chefs d'entreprise. Cette dimension de diversité des formes d'emplois, des conditions de travail et des salaires, ou celle relevant de la multiactivité auraient peut-être mérité d'être développée dans cet avis déjà très dense. En effet, la dimension sociale de l'emploi agricole reste un facteur essentiel de l'attractivité et de la qualité de l'emploi dans l'agriculture. Et dans ce domaine il reste beaucoup à faire pour mettre « du social dans mon assiette ».

Cet avis comporte deux dissensus qui révèlent combien les enjeux de l'installation sont sensibles et liés aux spécificités des territoires, aux histoires sociales et politiques, aux visions portées sur l'agriculture ou la paysannerie, aux rapports à l'économie et à l'environnement. Ces dissensus tendent également à démontrer qu'au-delà des divergences d'analyse, la réflexion et les débats ont été ouverts et constructifs, et se sont penchés sur les questions de fond : l'accès à la terre, la gouvernance des aides et de l'accompagnement et, à travers elles, les sphères d'influence des acteurs et de leurs modèles agricoles.

Les préconisations visent à clarifier la place et le rôle des acteurs, dans le respect de leur diversité, qui accompagnent, soutiennent et financent les nouveaux installés, et facilitent la transmission. La CFDT les soutient. Faciliter l'accès à la terre, lutter contre la spéculation foncière, faire de l'installation l'objectif prioritaire des outils de régulation, favoriser l'agroécologie, développer la formation initiale et continue, les espaces tests, sont autant de mesures utiles, susceptibles de répondre aux enjeux posés par cet avis. La CFDT l'a voté.